L’Allemagne veut relier les aides de l’UE à l’accueil des migrants

23/02/2018 à 4h56

L’Allemagne souhaite que l’on conditionne le versement des aides régionales de l’Union Européenne au nombre de migrants accueillis, rapporte le Financial Times. Une telle décision pourrait être préjudiciable aux pays les plus pauvres d’Europe centrale et d’Europe de l’Est.

Le gouvernement allemand souhaite que le prochain budget pluriannuel de l’Union Européenne tienne compte du respect des valeurs et politiques essentielles du bloc, parmi lesquels la migration et l’État de droit. Actuellement, ces aides régionales, qui représentent un tiers du budget de long terme de 1000 milliards d’euros de l’UE, se concentrent sur les projets d’infrastructure, les projets d’éducation et de formation des citoyens européens.

Mais Berlin aurait soumis sa proposition lors d’une réunion préparatoire cette semaine. Celle-ci suggère d’attribuer les fonds “structurels et d’investissements” aux gouvernements qui “*ont assumé leurs responsabilités en accueillant et en intégrant les bénéficiaires de la protection internationale des migrants en leur accordant un droit de séjour*“.

Ainsi, il ne serait plus tenu compte de la richesse des États membres, ce qui signifie que ces aides pourraient être dorénavant attribuées à des pays plus riches du Nord et de l’Ouest de l’Europe, dès lors qu’ils auraient accueilli plus de migrants. Bien évidemment, l’Allemagne, qui a accueilli elle-même plus d’un million de réfugiés lors de la crise de migration de 2015, serait particulièrement concernée.

La proposition de l’Allemagne – le plus gros contributeur au

budget de l'UE – est révélatrice de sa frustration à l'égard des gouvernements de la Hongrie, de la Pologne, et d'autres pays qui sont de gros bénéficiaires des fonds européens, mais ont refusé d'accueillir des migrants en vertu du programme des quotas introduit après la crise des réfugiés de 2015. Elle survient à un moment où l'on s'inquiète de plus en plus en Europe des dérives autoritaires que l'on observe en Pologne et Hongrie.

Le document sur lequel elle est formulée, qui date du 25 janvier, réclame également que les aides régionales soient "liées au respect des principes fondamentaux de l'État de droit". Il rappelle que les "valeurs de l'Union Européenne sont le fondement de la cohésion de l'Union".

Mais cette proposition intervient aussi dans le sillage du vote du brexit. Le projet d'accord de coalition signé entre la chancelière Angela Merkel et les socialistes du SPD prévoit d'augmenter la contribution de l'Allemagne au budget de l'UE après le départ du Royaume-Uni. Merkel a elle-même déclaré récemment que "la solidarité ne pouvait pas être à sens unique".

Express Business

Merci à **Man from Dystopia**